

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2012

Etaient présents : MM. PLOT.MOREAU.Mme GILBERT.M. ETOURMY. Mme ROINARD.
MM. ROUSSELET. CERBELAUD.Mme COLLOT.MM. DINALLE. De PANAFIEU.PINIAU.
PROUST.Mme THIBEAULT.

Absents excusés et représentés :

M. JEUNE un pouvoir à M. De PANAFIEU
Mme FOUQUENET un pouvoir à Mme GILBERT
M. FROISSARD un pouvoir à M. PINIAU
M. GUILLET un pouvoir à M. PROUST
M. LEGUE un pouvoir à M. MOREAU
Mme LEHAY un pouvoir à Mme ROINARD
Mme RICHERT un pouvoir à M. ROUSSELET

Absente non représentée :

Mme AUBERT

Accueil de M. CHEVALIER Daniel, Vice Président de la Communauté de Communes chargé de la culture et des sports est venu présenter au Conseil Municipal les actions menées au sein de la Communauté de Communes, en matière de culture, sports, animations et loisirs.

ADOPTION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{er} JUIN 2012

Celui-ci est adopté à l'unanimité

TRAVAUX EAU POTABLE, EAUX USEES, EAUX PLUVIALES : Choix de l'entreprise

Une publicité a été lancée sur le portail « sarthe-marchespublics.fr » le 6.06.2012.

4 dossiers ont été retirés ; une entreprise s'est excusée de ne pouvoir répondre,
une entreprise a déposé une offre.

HRC : 27 975 € € HT

Cette offre étant conforme, le Conseil Municipal retient l'offre de l'entreprise HRC
d'un montant de 27 975 € HT et autorise le Maire à signer le marché correspondant.
Les crédits sont inscrits aux budgets 2012 (eau, assainissement et commune).

CONTRAT DE GESTION RESTAURATION SCOLAIRE : Choix du prestataire

Une consultation a été lancée sur le portail « sarthe-marchéspublics.fr » le 6.04.2012 et publiée ce même jour au BOAMP.

6 dossiers ont été retirés, 0 entreprise s'est excusée et 4 offres ont été remises.

Après avoir pris connaissance des différentes offres :

API RESTAURATION	82 837.54 € HT
RESTAUVAL	72 950.08 E HT
CESA RESTO	83 692.00 € HT
RESTORIA	80 737.57 € HT

Eu égard aux critères de jugement définis dans le dossier de consultation, il est proposé de retenir la Société API RESTAURATION.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de retenir la Société API RESTAURATION
pour un montant de 82 837.54 e HT.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer le marché correspondant, d'une durée d'un an,
pour une période allant du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013, reconductible une fois, soit pour
une durée maximale de 24 mois, avec possibilité de résilier annuellement.

Les crédits sont inscrits au BP 2012 du restaurant scolaire.

AGRANDISSEMENT DE L'ECOLE POMME D'API

Compte tenu de l'augmentation des effectifs à l'école Pomme d'Api, les locaux actuels ne suffisent plus. Les locaux de la garderie deviennent également trop exigus pour accueillir les effectifs en hausse également ; il faut d'ailleurs solliciter un nouvel agrément auprès de la Direction de la Cohésion Sociale. Le Conseil Municipal propose qu'une étude portant sur l'aménagement de locaux scolaires et péri scolaire soit réalisée ; la commission des finances pourra ainsi examiner les capacités financières de la Commune.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES SAE ALSETEX

Vu l'arrêté du Préfet de la Sarthe en date du 16 décembre 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de la Société ALSETEX.

Vu le courrier de Monsieur le Préfet de la Sarthe en date du 12 juin 2012, au titre de l'article R515.43, sollicitant l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Précigné,

Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable au projet de PPRT envoyé par Monsieur le Préfet de la Sarthe le 12 juin 2012 en demandant que soient prises en compte trois réserves :

- maintien de l'emploi des entreprises en place avec possibilité de le porter au maximum historique connu sur les trente dernières années
- accorder toute liberté aux activités nouvelles
- définir les conditions de financement des mesures préconisées pour la mise en sécurité des immeubles dans les différents périmètres considérant que cette charge ne saurait incomber aux collectivités locales et aux particuliers

DELIBERATION MODIFICATIVE DE CREDITS BUDGETAIRES

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, vote les crédits suivants :

BUDGET SERVICE D'ASSAINISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitre 041 opérations patrimoniales

Article 2764 créances sur des particuliers 4 917 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chapitre 27 autres immobilisations financières

Article 2764 Créances sur des particuliers 4 917 €

PARTICIPATION POUR ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P.A.C.)

mise en place au 1^{er} juillet 2012

La participation pour assainissement collectif (P.A.C.) a été votée par l'article 30 de la loi de finances rectificative de 2012. Elle remplace la participation de raccordement à l'égoût (P.R.E.) à compter du 1^{er} juillet 2012.

Après en avoir délibéré,

Conformément à l'article L.1331.7 du Code de la Santé Publique qui lui en donne la possibilité, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'instaurer :

- pour les propriétaires de constructions nouvelles soumises à l'obligation de raccordement, une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) de 1 000 € par logement
- pour les propriétaires de constructions existantes soumises à l'obligation de raccordement, une participation pour le financement de l'assainissement (PAC) de 200 € par logement compte tenu de l'installation d'assainissement individuel dont le coût a été antérieurement supporté par lesdits propriétaires.

Le fait générateur de la PAC sera la date de raccordement au réseau collectif et non plus l'autorisation d'occupation du sol.

ABATTAGE ET ENTRETIEN DES ARBRES Marché à bons de commande

A la demande de la Collectivité, l'Office National des Forêts a inventorié et expertisé 97 arbres. Cette analyse a été remise à la Commune ; il en résulte que sept arbres doivent être abattus dès que possible et que des mesures doivent être prises pour la bonne conservation des autres. Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le Maire à lancer une consultation sous forme de marché à bons de commande.

VICE PRESIDENCE COMMISSION DES TRAVAUX

VICE PRESIDENCE COMMISSION DES ESPACES VERTS

A la suite de la décision de M. MOREAU Claude de ne plus siéger à la commission des travaux en qualité de vice-président mais de rester membre, M. PROUST Daniel est désigné vice-président de ladite commission.

A sa demande, Monsieur De PANAFIEU Arnaud intègrera cette commission.

A la suite du départ de M. DUTEUIL Thierry, son remplacement en qualité de vice président de la commission des espaces verts n'a pas été effectué ; Mme THIBEAULT Christelle est désignée pour le remplacer.

PROCHAIN CONSEIL MUNICIPAL

VENDREDI 27 JUILLET 2012 à 20 h 15